

## SUÈDE

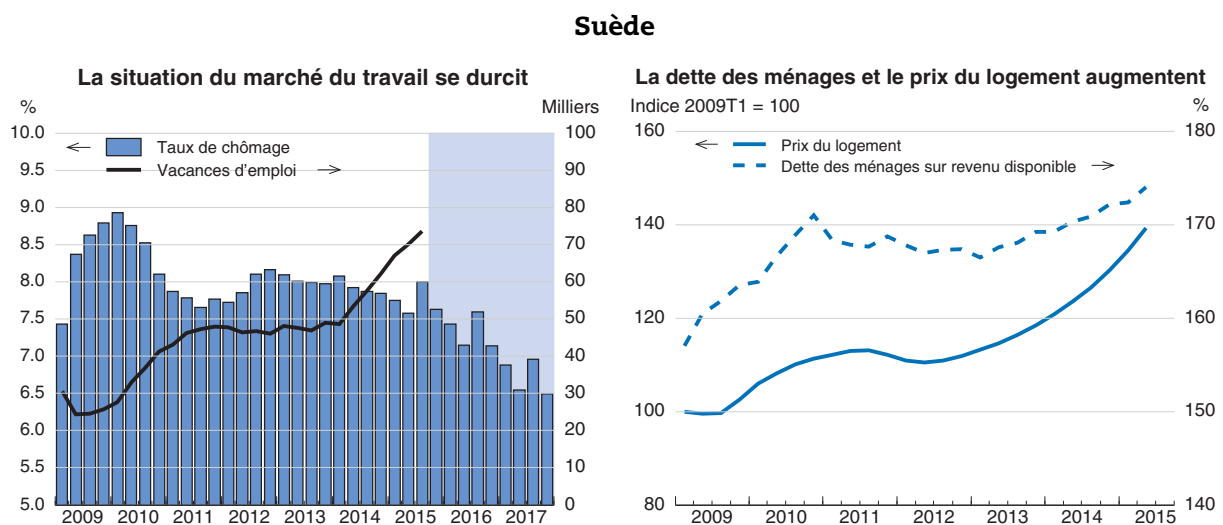
La production continuera de croître à vive allure, à un rythme d'environ 3 % par an, étayée par la faiblesse des taux d'intérêt et la progression des salaires, ce qui conduira à une hausse de la consommation et de l'inflation. L'emploi continue de gagner du terrain et le chômage diminue. L'investissement productif va s'accélérer pour répondre à la demande, tandis que la hausse des prix des logements continuera de soutenir l'investissement résidentiel, mais pourrait aussi faire naître des risques.

La politique monétaire est expansionniste, ce qui est nécessaire pour rapprocher l'inflation de l'objectif défini. La surchauffe du marché immobilier appelle de nouvelles mesures macroprudentielles. La suppression de la déductibilité des intérêts d'emprunt aiderait à contenir la hausse de la demande de logements et la dette des ménages. L'arrivée de nombreux migrants représente un défi en matière d'emploi, de logement et, de manière plus générale, d'intégration dans la société. Un vaste programme d'amélioration des compétences et de formation linguistique sera nécessaire pour relever ce défi.

Les émissions de gaz à effet de serre n'augmentent plus depuis des décennies, en partie grâce à la taxe instituée de longue date sur le carbone et à la participation du pays au système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne. En conséquence, le niveau des émissions de gaz à effet de serre par unité de production est l'un des plus bas des pays de l'OCDE. Une nouvelle réduction de ces émissions pour atteindre des objectifs plus ambitieux supposera d'améliorer la cohérence et l'efficacité économique des politiques.

### L'excédent de capacité diminué

La croissance de la production s'est accélérée en 2015, à la faveur d'une forte progression de l'investissement privé et des exportations nettes. Le chômage a reflué plus vite que prévu et la diminution du sous-emploi dope les revenus. La consommation n'a



Source : Base de données des Perspectives Économiques de l'OCDE, n° 98.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933298755>

Suède : **Demande, production et prix**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Prix courants milliards de SEK	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2014)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	3 688.6	1.2	2.4	2.9	3.1	3.0
Consommation privée	1 715.7	1.9	2.3	2.3	2.8	2.8
Consommation publique	954.1	1.3	1.8	1.8	2.0	1.5
Formation brute de capital fixe	835.5	0.6	7.7	5.2	5.1	4.7
Demande intérieure finale	3 505.3	1.4	3.4	2.9	3.2	3.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	1.7	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	3 506.9	1.6	3.5	2.8	3.2	3.0
Exportations de biens et services	1 710.4	-0.8	3.7	3.1	3.2	3.4
Importations de biens et services	1 528.8	-0.2	6.5	2.4	3.5	3.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	181.7	-0.3	-0.9	0.4	0.0	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.1	1.5	2.2	1.7	2.0
Indice des prix à la consommation <sup>2</sup>	–	0.0	-0.2	0.1	1.4	2.2
Déflateur de la consommation privée	–	0.7	0.8	1.1	1.4	1.9
Taux de chômage <sup>3</sup>	–	8.0	7.9	7.7	7.3	6.7
Taux d'épargne nette des ménages <sup>4</sup>	–	15.1	15.3	15.8	16.5	16.2
Solde des administrations publiques <sup>5</sup>	–	-1.4	-1.7	-1.1	-0.6	-0.3
Dette brute des administrations publiques <sup>5</sup>	–	47.6	54.8	53.9	52.9	52.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>5</sup>	–	39.8	44.8	43.9	43.0	42.0
Balance des opérations courantes <sup>5</sup>	–	6.7	6.2	6.0	5.5	5.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.

4. En pourcentage du revenu disponible.

5. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 98.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933299471>

toutefois pas augmenté dans les mêmes proportions, car les ménages ont épargné ou investi dans le logement, poussés en cela par une politique monétaire résolument expansionniste. L'inflation sous-jacente remonte lentement, mais la hausse globale des prix à la consommation fluctue encore autour de zéro du fait du recul des prix de l'énergie et de l'impact direct de la baisse des taux d'intérêt sur le coût du logement.

### Défis pour rendre la croissance encore plus durable, plus inclusive et plus verte

La politique budgétaire, à ce jour légèrement expansionniste, devrait devenir neutre, compte tenu de la résorption des capacités inemployées, et favoriser davantage la redistribution. Passer d'un objectif d'excédent sur la durée du cycle à un objectif d'équilibre du budget, comme l'envisage le gouvernement, serait justifié étant donné la solidité financière du secteur public. La Riksbank a abaissé une nouvelle fois son taux de prise en pension, déjà négatif, au mois de juillet, et étendu le programme d'assouplissement quantitatif afin de réancrer les anticipations inflationnistes et d'enrayer l'appréciation de la monnaie qui éloignerait encore plus l'inflation de sa cible. Les anticipations d'inflation

sont toujours inférieures à l'objectif de 2 %. La couronne s'est affaiblie par rapport au dollar, mais elle est restée stable vis-à-vis de l'euro.

Cependant, la politique monétaire a favorisé la hausse des crédits aux ménages et des prix des logements, qui atteignaient déjà des niveaux très élevés, accentuant d'autant plus la nécessité de durcir encore la réglementation macroprudentielle et de supprimer progressivement la déductibilité des intérêts d'emprunt. Les mesures prises pour remédier à la pénurie de logements, notamment en encourageant la construction d'appartements locatifs, sont opportunes. Le raffermissement du marché du travail améliore les perspectives d'emploi des groupes marginaux, rendant ainsi la croissance plus inclusive. L'amélioration des qualifications de la main-d'œuvre n'en reste pas moins indispensable pour obtenir de nouvelles avancées sur le plan de l'emploi et de l'insertion sociale. À cet égard, l'intégration dans l'économie et la société suédoises du flux croissant de migrants accueillis dans le pays pour des raisons humanitaires ou au titre du regroupement familial est un enjeu particulièrement important.

La tarification du carbone a permis à la Suède de découpler les émissions de gaz à effet de serre de la croissance économique. L'intensité des émissions de gaz à effet de serre est l'une des plus faibles, et la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique, l'une des plus élevées des pays de l'OCDE. Pour atteindre son objectif ambitieux de zéro émissions nettes d'ici 2050, la Suède devra renforcer la cohérence et l'efficacité économique de ses politiques, notamment en supprimant les chevauchements, en harmonisant les prix du carbone dans l'ensemble des secteurs et en éliminant progressivement les subventions préjudiciables à l'environnement.

### La croissance restera forte

La consommation privée va s'accélérer à mesure que le resserrement du marché du travail fera sentir ses effets sur les salaires et la confiance des consommateurs. L'investissement résidentiel devrait continuer d'augmenter sous l'effet de la hausse des prix des logements, mais à une allure plus modérée car les contraintes vont s'accroître du côté de l'offre. L'orientation expansionniste de la politique monétaire, la diminution du sous-emploi sur le marché du travail et la dissipation des effets de la chute des prix du pétrole devraient entraîner une hausse de l'inflation. Dans un contexte de forte croissance, le déficit public sera ramené de 1.1 % du PIB en 2015 à 0.3 % en 2017.

La Suède étant une petite économie ouverte, elle est particulièrement exposée aux évolutions imprévues qui peuvent survenir chez ses partenaires commerciaux, notamment dans l'Union européenne et en Norvège, et les fluctuations monétaires auront une incidence majeure sur sa production. Si ses échanges directs avec la Chine sont limités, la Suède peut être affectée en cas de ralentissement des échanges mondiaux, car elle est fortement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales. Dans la mesure où les taux directeurs vont sans doute rester bas pendant un certain temps, une incapacité à enrayer la hausse de l'endettement des ménages par des mesures macroprudentielles et des réformes structurelles appropriées pourrait engendrer une croissance déséquilibrée, qui exacerberait les risques financiers et accentuerait la vulnérabilité des ménages à une baisse des prix des logements et à une hausse des taux d'intérêt.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-2-44-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-44-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).